

WAUTHIER, Claude. *Quatre Présidents et l'Afrique, De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand*. Paris, Seuil, 1995, 732p.

Michel Houndjahoué

Volume 27, numéro 2, 1996

Une nouvelle politique étrangère Canadienne : internationalisme libéral ou néo-réalisme ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703617ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703617ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Houndjahoué, M. (1996). Compte rendu de [WAUTHIER, Claude. *Quatre Présidents et l'Afrique, De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand*. Paris, Seuil, 1995, 732p.] *Études internationales*, 27(2), 455–456.
<https://doi.org/10.7202/703617ar>

une certaine mesure un premier pas en ce sens.

André JOYAL

*Département d'économie
Université du Québec à Trois-Rivières, Canada*

Quatre Présidents et l'Afrique, De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand.

WAUTHIER, *Claude*. Paris, *Seuil*,
1995, 732p.

Cet ouvrage comprend quatre parties. Chacune d'elles est consacrée à l'un des quatre Présidents de la v^e République : de Gaulle, Pompidou, Giscard et Mitterrand. C'est l'examen des rapports franco-africains à travers des acteurs importants entre 1958 et 1995.

La première partie de cet ouvrage a été consacrée à de Gaulle. Principal acteur du repli de la France sur l'empire durant la Deuxième Guerre mondiale et de la représentation des Africains au sein de la première Assemblée Constituante, il a exercé une très grande influence sur les Africains, partenaires volontaires et obligés de la politique africaine de la France.

Le premier septennat de de Gaulle fut marqué par la décolonisation en Algérie et la position à adopter par Paris à savoir «si les liens fédéraux (confédéraux) devaient être établis directement entre les ensembles régionaux et la France ou bien directement entre chaque territoire et l'ex-métropole» p. 80. Un collaborateur discret et controversé de cette politique africaine fut Jacques Foccart, secrétaire général aux Affaires africaines et malgaches. Il a été souvent mis en cause dans des affaires pas tou-

jours claires : la mort de Félix Mounié et de Patrice Lumumba, l'assassinat de Sylvanus Olympio et l'Affaire Ben Barka entre autres.

La deuxième partie de cet ouvrage est consacrée au septennat de Pompidou. Ancien directeur de cabinet et Premier ministre de de Gaulle, il devint Président de la République française en 1969. Le début de son mandat fut marqué par la dévaluation de 12,5 % de la zone franc, ce qui eut pour conséquences de faire décrocher les monnaies du Maroc, d'Algérie et de la Tunisie du franc français. À son septennat furent rattachés le règlement de l'affaire biafraise, l'affaire Arche de Noé qui permit aux services secrets israéliens de prendre possession de cinq bâtiments de guerre, la normalisation des relations entre la France et le Maroc, la vente de Mirages français à la Libye. Son mandat a été aussi marqué par les tentatives de révision des accords de coopération franco-africains, l'élargissement des cadres de consultation avec les partenaires africains par la création de l'Agence de coopération culturelle et technique et le sommet franco-africain des chefs d'État.

Les onze chapitres consacrés à Giscard d'Estaing dans la troisième partie de l'ouvrage ont couvert des sujets très divers dont certains retiennent l'attention : le sacre et les diamants de Bokassa, la guerre civile au Tchad et l'affaire Claustre, Kolwezi, Sékou Touré et la coopération avec l'Afrique. Au début de son septennat en 1974, le nouveau Président prit l'initiative de la relance de la coopération avec l'Afrique en congédiant Jacques Foccart, en rétablissant le Ministère de la coopération et en en-

voyant des émissaires auprès de plusieurs chefs d'État africains pour régler certains différends: Michel Poniatowski à Alger, André Bettencour à Conakry et à Lagos et Jean Sauvagnargues à Rabat.

Le sacre et les diamants de Bokassa ont occupé une place de choix dans les affaires malheureuses du septennat de Giscard. Si le sacre de Bokassa et son éviction du pouvoir ont été embarrassants pour la France, les diamants ont davantage porté préjudice au président Giscard, notamment lors des élections de son deuxième septennat perdues au profit des socialistes de Mitterrand.

C'est aussi sous son mandat que les rapports entre Paris et Conakry ont connu une importante amélioration: rétablissement des relations diplomatiques, le voyage du Premier ministre guinéen en France et celui de Giscard à Conakry en décembre 1978. De cette époque datent la création du fonds de solidarité africain, du fonds exceptionnel de promotion de l'Afrique, la mise en place de l'idée d'un renforcement de la coopération trilatérale entre l'Afrique, l'Europe et le monde arabe et l'élargissement de la coopération française aux pays africains non francophones.

La dernière partie de cet ouvrage est consacrée à François Mitterrand. Sa victoire à l'élection présidentielle de 1981 fut bien accueillie par la gauche africaine comme le début d'un changement positif dans la politique africaine de la France. Le discours de Cancun en début de septennat venait raviver l'espoir d'un régime français près des revendications de justice du Tiers Monde. Le président Mitterrand avait réaffirmé solennellement la vo-

lonté de la France de contribuer au développement du Tiers Monde.

Mitterrand fit face à son tour à la réalité des rapports franco-africains: les droits de l'homme en Guinée, la situation intérieure tchadienne et ses relations avec la Libye, l'importance des privilèges des États modérés et les relations commerciales avec Prétoria. La première cohabitation en 1986 fut marquée par une réorientation de la politique de coopération franco-africaine. Jacques Chirac à Matignon fit appel à Jacques Foccart comme conseiller aux Affaires africaines. C'est de nouveau le retour aux relations privilégiées avec le précarré des anciennes colonies.

Le discours de La Baule en juin 1990 fut un point tournant dans l'évolution de la coopération franco-africaine. Pour les autorités de Paris, «il est évident que l'aide normale de la France sera plus tiède envers les régimes qui se comporteraient de façon autoritaire sans accepter d'évolution vers la démocratie, et enthousiaste vers ceux qui franchiront le pas avec courage» p. 561. Les régimes autoritaires africains venaient de recevoir un avertissement.

Il est bien difficile de mettre l'accent sur ce qui a caractérisé chacun de ces mandats. Il est cependant important de constater que Claude Wauthier a bien cerné l'essentiel de cette période. Certaines analyses et explications sont encore incomplètes et l'auteur a bien fait d'en faire mention dans sa conclusion. Il mérite des félicitations.

Michel HOUNDJAHOUÉ

École Nationale d'Administration
Cotonou, Bénin